



## **Jérôme ROUX**

Agrégé des Facultés de droit (1<sup>er</sup> concours national d'agrégation de droit public 2002 – Classé 6<sup>ème</sup>)

Chevalier dans l'ordre des palmes académiques (2017)

Professeur de droit public à l'Université de Montpellier (depuis 2005)

Directeur de l'Ecole doctorale Droit et Science politique ED 461 (depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014)

Membre du Conseil de la Section de droit public de l'Université de Montpellier (depuis 2008)

Expert auprès de l'ANR (2012) et du HCERES (2017, 2018)

Vice-doyen de la Faculté de droit et de science politique (de 2010 à 2014)

Membre du Conseil de la Faculté de droit et de science politique de Montpellier (de 2010 à 2018)

Président de la Section de droit public de l'Université Montpellier I (de 2011 à 2014)

Vice-président de la Section de droit public de l'Université Montpellier I (de 2008 à 2011)

Membre suppléant (nommé) de la section 02 du Conseil national des Universités (de 2011 à 2015)

Professeur de droit public à la Faculté de droit de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble II (de 2002 à 2005)

Maître de conférences de droit public à la Faculté de droit de l'Université Montpellier I (de 1998 à 2002)

Spécialités: Contentieux constitutionnel – Droits de l'Union européenne – Droit constitutionnel – Rapports de système entre l'ordre juridique français et les ordres européens

### **I. Ouvrages et direction d'ouvrages.**

#### **A. Ouvrages individuels et collectifs**

- Droit constitutionnel processuel  
*Fascicule Juris-classeur administratif 1455 - mars 2016 (71 p)*
- Droit général de l'Union européenne  
*LITEC collection Objectif Droit. 1<sup>ère</sup> édition 2006 318 p. – 2<sup>ème</sup> édition 2008 372 p.- 3<sup>ème</sup> édition 2010 418 p.- 4<sup>ème</sup> édition 2012 426 p. - 5<sup>ème</sup> édition 2016 480 p. - 6<sup>ème</sup> édition 2019 488 p.*

- La question prioritaire de constitutionnalité (en collaboration, ss. dir. D. Rousseau) *Lextenso éditions-La Gazette du Palais* 1<sup>ère</sup> éd. 2010, 207 p; 2<sup>ème</sup> éd. 2012 269 p. (Contre quels textes soulever la QPC ? Au regard de quelles normes soulever la QPC ? 1<sup>ère</sup> éd. p 28 à 67 ; 2<sup>ème</sup> éd. p.42 à 103)
- 200 ans de Code civil (en collaboration avec J. Bouineau) *adpf- Ministère des affaires étrangères septembre 2004* 210 p.
- Il Parlamento,  
*in D. Rousseau (dir) : L'ordinamento costituzionale della quinta Repubblica francese. G. GIAPPICHELLI editore - Torino 2000* p.245 à 285
- Le principe de la souveraineté de l'État dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel.  
*Thèse Montpellier 1998, 613 p.*

## **B. Direction d'ouvrages**

- L'autorité  
*Actes du colloque du 11 juin 2019 de l'Ecole doctorale Droit et Science politique de l'Université de Montpellier*  
*Publications de la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier – coll. Actes de colloques, A paraître*
- Le préjudice  
*Actes du colloque du 7 juin 2018 de l'Ecole doctorale Droit et Science politique de l'Université de Montpellier*  
*Publications de la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier – coll. Actes de colloques, A paraître*
- Le consentement  
*Actes du colloque du 15 juin 2017 de l'Ecole doctorale Droit et Science politique de l'Université de Montpellier*  
*Publications de la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier – coll. Actes de colloques, juin 2018*
- La loyauté  
*Actes du colloque du 23 juin 2016 de l'Ecole doctorale Droit et Science politique de l'Université de Montpellier*  
*Publications de la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier – coll. Actes de colloques, juin 2017*
- La liberté d'expression  
*Actes du colloque du 18 juin 2015 de l'Ecole doctorale Droit et Science politique de l'Université de Montpellier*  
*Publications de la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier – coll. Actes de colloques, juin 2017*

## II. Articles et contributions

- La jurisprudence du Conseil, mise en perspective avec la CEDH, sur les validations législatives et les autres lois rétroactives.  
*Titre VII (revue numérique du Conseil constitutionnel), octobre 2020 n° 5*  
<https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/la-jurisprudence-du-conseil-constitutionnel-mise-en-perspective-avec-la-cedh-sur-les-validations>
- Report du second tour des élections municipales (Entretien)  
*Recueil Dalloz, 16 avril 2020, n° 14 p 816*
- Une relation concurrencée  
*Communication au colloque du 16 mars 2018 ss. dir. M.C Sordino, « Cour européenne des droits de l'homme et droit pénal français : simple influence ou réelle subordination ? »*  
*Presses de la Faculté de droit et de science politique de Montpellier, novembre 2019, p. 35 à 65.*
- Fraternité : nouveau principe à valeur constitutionnelle (Entretien)  
*Recueil Dalloz, 27 septembre 2018 n° 33 p.1856*
- La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur le cumul des poursuites et des sanctions est-elle intelligible ?  
*In Les droits de l'homme à la croisée des droits – Mélanges en l'honneur de F. Sudre*  
*Lexisnexis 2018 p. 663 à 673*
- Le point de vue d'un professeur de droit constitutionnel  
*Participation à la table ronde du colloque « Le nouveau cadre législatif de lutte contre le terrorisme à l'épreuve des droits fondamentaux » ss. dir. K. Blay-Grabarczyk et L. Milano*  
*Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, 2017 p.187 à 196*
- Les stratégies de la jurisprudence constitutionnelle : l'exemple de l'examen du TSCG en France et en Allemagne (en collaboration avec D. Bailly)  
*in J.B. Auby et P. Idoux (dir.), Le Gouvernement économique européen, Bruylant 2017 p. 171-172*
- Le Conseil constitutionnel face au TSCG: entre bienveillance du contrôle et contournement de l'obstacle  
*in J.B. Auby et P. Idoux (dir.), Le Gouvernement économique européen, Bruylant 2017 p. 185-196*
- Qu'est-ce que l'empêchement d'un candidat à l'élection présidentielle?  
*La Semaine juridique éd. générale 20 mars 2017 n° 12 Libre propos p.530-531.*

- La protection des normes internationales par le juge constitutionnel (en collaboration avec S. Mouton)  
*in Le procès constitutionnel face aux exigences supranationales (droit comparé, UE, CEDH), Bruylant 2015 collection « A la croisée des droits » p 279-318.*
- « Vox clamantis in deserto » : L'appel ignoré du Conseil constitutionnel à « priver d'effet » le recours illicite à la PMA et à la GPA  
*La Semaine juridique éd. générale 20 avril 2015 n° 16 Etude 483 p.787 à 794*
- Mariage pour tous, silence pour quelques-uns : Tu patere legem quam ipse fecisti (en collaboration avec A-M Le Pourhiet, Ph. Stoffel-Munck et B. Daugeron)  
*Recueil Dalloz 18 avril 2013 n°14 p 933-934*
- Le « mariage pour tous » et la Constitution : La méthode et le fond (Réponse à A. Viala)  
*Revue des droits et libertés fondamentaux, 6 février 2013, 8 p.*  
<http://www.revuedlf.com/droit-constitutionnel/le-mariage-pour-tous-et-la-constitution-la-methode-et-le-fond-reponse-a-alexandre-viala-article/>
- Europe d'aujourd'hui, Europe de demain  
*Cahier législatif Codes et lois – Supplément n° 257 L'Europe à l'honneur, Déc. 2012 p. 3 à 6.*
- La nature de l'office du juge de 1<sup>ère</sup> instance et d'appel dans l'appréciation du caractère sérieux d'une QPC : filtrage ou contrôle de constitutionnalité ? (Conclusion de la 1<sup>ère</sup> partie du rapport remis au GIP Mission de recherches Droit et Justice en septembre 2012 (<http://www.gip-recherche-justice.fr/wp-content/uploads/2014/07/10-20-RF.pdf> p. 50 à 53))
- Le contrôle de constitutionnalité des lois constitutionnelles.  
*In la primauté de la loi et le contrôle juridictionnel de la « ragionevolezza » des lois, Giuffrè editore 2011 p. 115 à 126 (Communication au colloque des 8 et 9 mai 2008 à l'Università degli Studi di Napoli Federico II sur la primauté de la loi et le contrôle juridictionnel de la « ragionevolezza » des lois en France et en Italie)*
- La QPC menace-t-elle l'indépendance du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation vis-à-vis du Conseil constitutionnel ?  
*In Indépendance(s) Mélanges en l'honneur du Professeur J-L AUTIN Publication de la Faculté de droit et de science politique de Montpellier, 2011 p 1253 à 1291*
- QPC et interprétation jurisprudentielle de dispositions législatives : le conflit entre la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel a-t-il vraiment pris fin ?  
*Les Petites Affiches 8 juillet 2011 n° 135 p. 8 à 14*
- Quel statut pour le droit communautaire dans l'ordre juridique national ?  
*In Quelle autonomie pour les droits européens ? Etudes de l'annuaire de droit européen 2007 n° 5 Bruylant 2010 p. 141 à 161*

- QPC et contrôle de caducité des dispositions législatives incompatibles avec une norme constitutionnelle postérieure  
*La Semaine juridique éd. générale 20 décembre 2010 n° 51 Etude 1285 p. 2396 à 2402*
- De la décision de renvoi à la décision du Conseil constitutionnel  
*Communication au colloque du 3 avril 2009 à la Cour de Cassation*  
*« Une nouvelle compétence pour la Cour de cassation : la question préjudicielle de constitutionnalité »*  
*Les petites affiches 25 juin 2009 n° 126 p 42 à 52*
- L'abandon de la jurisprudence IVG : une question d'opportunité ou de logique ?  
*Communication au colloque des 5 et 6 juin 2008 au Conseil constitutionnel*  
*« Contrôle de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité »*  
*Revue du droit public 2009 n°3 p. 645 à 670*
- L'incidence de la construction européenne sur la norme constitutionnelle.  
*in B. Mathieu (dir.) Cinquantième anniversaire de la Constitution française.*  
*Dalloz 2008 p. 693 à 701*
- Les actes : un désordre ordonné ?  
*In Le traité de Lisbonne : oui, non, mais à quoi ?(D. SIMON dir.)*  
*Europe n° 7 juillet 2008 Etude n°9 p. 54 à 57*
- La Constitution comme contrat  
*Mélanges en l'honneur de M. GUIBAL « Contrats publics » Publication de la Faculté de droit de Montpellier 2006 p.447 à 455*
- La loi parlementaire concurrencée. (Rapport français au colloque franco-hongrois des 23 et 24 novembre 2000 à Montpellier sur l'évolution des parlements nationaux en France et en Hongrie à la fin du XXème siècle.  
*Revue de justice constitutionnelle est-européenne, Presses universitaires de la Faculté de Droit de Clermont-Ferrand Université d'Auvergne n°2 octobre 2001 p.367 à 375*
- La double équivoque du « quinquennat sec ».  
*La Revue administrative n° 318 (novembre-décembre 2000) p.597 à 599*
- Finitude de la souveraineté de l'État et intangibilité de la Souveraineté du Peuple (Remarques sur la valeur supraconstitutionnelle de la souveraineté démocratique)  
*Civitas Europa (Revue juridique sur l'évolution de la Nation et de l'État en Europe) n°3 Presses universitaires de Nancy septembre 1999 p.15 à 39*
- Droit constitutionnel processuel (en collaboration avec D. Rousseau).  
*Jurisclasseur administratif, fascicule 1455 août 1999, 23 p.*
- Le principe de la souveraineté de l'État dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel.  
*Civitas Europa (Revue juridique sur l'évolution de la Nation et de l'État en Europe) n°1 Presses universitaires de Nancy septembre 1998 p.125 à 141*

- Le législateur constitutionnel est-il compétent pour porter atteinte à la souveraineté de l'État?  
*Communication au IIIème Congrès de l'Association française des constitutionnalistes (13-14 et 15 juin 1996 à l'Université de Bourgogne).*

### **III. Commentaires, notes et chroniques de jurisprudence**

- La responsabilité de l'Etat du fait des lois inconstitutionnelles : « un produit de luxe » (Note sous CE, Ass., 24 décembre 2019)  
*Recueil Dalloz n° 13 du 9 avril 2020, p 746 à 752*
- Élections européennes et Constitution : nouveaux développements  
Note sous CC n° 2019-811 QPC du 25 octobre 2019  
*Recueil Dalloz, 13 février 2020 n° 5, p. 316 à 321*
- Affaire Vincent Lambert : La Cour de cassation aurait pu retenir la voie de fait  
*Recueil Dalloz, 11 juillet 2019 n° 25, p.1400*
- Référendum d'initiative partagée sur ADP : Une boîte de Pandore ?  
*Recueil Dalloz, 20 juin 2019 n° 22, p.1259 à 1265*
- Conseil constitutionnel et Cour européenne des droits de l'homme : premier non-usage, justifié, du Protocole n° 16  
*Recueil Dalloz, 7 mars 2019 n° 8, p.439*
- Le Conseil constitutionnel et le bon Samaritain : Noblesse et limites du principe constitutionnel de fraternité (note sous CC n° 2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018, Herrou).  
*Actualité juridique-Droit administratif, 24 septembre 2018 n° 31, p. 1781 à 1786*
- Le parquet au milieu du gué (note sous CC n° 2017-680-QPC du 8 décembre 2017, Union syndicale des magistrats)  
*Actualité juridique-Droit administratif, 12 mars 2018 n° 9 p 509 à 514*
- La jurisprudence « IVG » fragilisée par inadvertance  
*Recueil Dalloz, 30 novembre 2017 n° 41 p.2378-2379*
- Accord économique et commercial global (AECG/CETA): le nihil obstat du Conseil constitutionnel (note sous CC n° 2017-749 DC du 31 juillet 2017),  
*La semaine juridique éd. générale n° 41 du 9 octobre 2017, 1066, p 1821 à 1827*
- Du « but d'intérêt général suffisant » au « motif impérieux d'intérêt général » : les mots et les choses (note sous CC n° 2013-366 QPC du 14 février 2014 SELARL PJA, ès qualités de liquidateur de la société Maflow France)  
*Actualité juridique-Droit administratif 16 juin 2014 n° 21 p.1204 à 1208*
- La liberté de conscience emmurée dans le for intérieur (note sur CC n° 2013-353 QPC du 18 octobre 2013 M. Franck M. et autres)  
*Constitutions avril-juin 2014 n° 2 p. 195-201*

- Premier renvoi préjudiciel du Conseil constitutionnel à la Cour de justice et conjonction de dialogues des juges autour du mandat d'arrêt européen (A propos de l'affaire Jeremy F. Cass. crim. 19 février 2013 P. n° 13-80491, CC n° 314P QPC du 4 avril 2013, CJ 30 mai 2013 C-168/13 PPU ; CC n° 314 QPC du 14 juin 2013)  
*Revue trimestrielle de droit européen, 2013 n° 3 (juillet-septembre) p. 531 à 557.*
- Le Conseil constitutionnel et le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire : Busiris, rue de Montpensier (A propos de la décision n° 2012-653 DC du 9 août 2012)  
*Revue trimestrielle de droit européen 2012 n° 4 (septembre-décembre) p.855-876*
- Le Conseil constitutionnel et le génocide arménien : de l'a-normativité à l'inconstitutionnalité de la loi (Commentaire de la décision n° 2012-647 DC du 28 février 2012)  
*Recueil Dalloz, 12 avril 2012 n° 15 p. 987 à 993*
- La QPC sur le mariage homosexuel : Une question plus nouvelle que sérieuse ? (Note sous Cass. civ. 1<sup>ère</sup>, 16 novembre 2010 P. n° 10-40042)  
*Recueil Dalloz, 20 janvier 2011 n° 3 p 209 à 213*
- La Cour de justice et le contrôle incident de constitutionnalité des directives de l'Union : remarques sur un obiter dictum (CJUE, gde. Ch. 22 juin 2010 Melki et Abdéli, Aff. Jtes C-188 et 189/10 pts 54 à 56)  
*Recueil Dalloz, 4 novembre 2010 n° 38 p. 2524-2525*
- QPC et Droit de l'Union européenne : la Cour de cassation ouvre la boîte de Pandore (A propos des arrêts du 16 avril 2010 Melki et Abdéli)  
*Les Petites Affiches, 31 mai 2010 n° 107 p. 7 à 12*
- La question prioritaire de constitutionnalité à la lumière de la décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 2009  
*Revue du droit public 2010 n°1 p. 233 à 259*
- Le Conseil constitutionnel et le traité de Lisbonne : bis repetita ? (A propos de la décision n° 2007-560 DC du 20 décembre 2007)  
*Revue trimestrielle de droit européen 2008 n° 1 p. 5 à 27*
- La transposition des directives communautaires à l'épreuve de la Constitution. (A propos de l'arrêt d'Assemblée du 8 février 2007 Société ARCELOR ATLANTIQUE ET LORRAINE et autres)  
*Revue du droit public 2007 n°4 p.1031 à 1071*
- Le traité établissant une Constitution pour l'Europe à l'épreuve de la Constitution française.  
*Revue du Droit public 2005 n°1 p. 59 à 103*
- Le Conseil constitutionnel, le droit communautaire dérivé et la Constitution.  
*Revue du Droit public 2004 n°4 p. 912 à 933*

- La reconnaissance par le Conseil constitutionnel du principe fondamental reconnu par les lois de la République relatif à la justice des mineurs (A propos de la décision n° 2002-461 DC du 29 août 2002)  
*Revue de Droit public 2002 n°6 p.1731 à 1768*
  
- Le Conseil constitutionnel et la modification du calendrier électoral de l'année 2002 (A propos de la décision n° 2001-444 DC du 9 mai 2001)  
*Revue du Droit Public 2001 n° 4 p.1245 à 1265*
  
- Contribution à la chronique de jurisprudence constitutionnelle 1999-2000.  
(« Les normes du contrôle de constitutionnalité »)  
*La Revue administrative n°324 (novembre-décembre 2001) p.584 à 599*
  
- Contribution à la chronique de jurisprudence constitutionnelle 1997-1998.  
(Introduction + « Les normes contrôlées »)  
*La Revue administrative n°310 (juillet-août 1999) p. 380 à 382*  
*et n°311 (septembre-octobre 1999) p. 476 à 484.*
  
- Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 97-394 DC du 31 décembre 1997.  
*D. Maus et O. Passelecq (dir) Le Traité d'Amsterdam face aux constitutions Nationales, Les cahiers constitutionnels de Paris I La Documentation française 1998 p.112 à 133*
  
- Contribution à la chronique de jurisprudence constitutionnelle 1996-1997.  
(« Les normes du contrôle de constitutionnalité »)  
*La Revue administrative n°300 (novembre-décembre 1997) p.626 à 633*
  
- Contribution à la chronique de jurisprudence constitutionnelle 1995-1996.  
(Introduction + « Le contrôle de constitutionnalité externe »).  
*La Revue administrative n°294 (novembre-décembre 1996) p.642 à 643*  
*et n°295 (janvier-février 1997) p.34 à 38*
  
- La définition jurisprudentielle de la notion de “détachement” au sens de l'article L 111-5 al 3 du code de l'urbanisme (note sous CE 24 janvier 1990, Mmes Nitsche et Marron)  
*Les petites affiches, 2 septembre 1994, n°105, p.15 à 17*